

GAZA : LES GENS, LE BLOCUS, LE GHETTO.

Comment peut-on agir face à la politique de guerres généralisées ?

RENCONTRE LE JEUDI 9 OCTOBRE, à 18h30

Un « *cessez-le-feu illimité* » a été signé entre Israël et le Hamas. Le terme lui-même dit la précarité de l'accord. Quand on sait qu'en 2008, 2012, 2014 Israël a lancé des opérations de guerre dans la bande de Gaza, faisant à chaque fois de nombreuses victimes civiles, on se demande déjà quand les hostilités vont reprendre.

Un cessez-le-feu ce n'est pas un accord de paix : il ne reconnaît ni le droit à vivre en paix, ni la liberté de déplacement pour la population de Gaza.

1) Gaza, ce sont des gens enfermés, sans possibilité de repli, soumis à un blocus terrible : voir les check-points, les interdictions de prendre la mer pour pêcher, la surveillance constante de toute une population livrée au bon vouloir de ceux qui enferment...

Face aux bombardements Israéliens et aux tueries qu'ils entraînent, nul camp de réfugiés n'est possible. Gaza c'est un ghetto, dans le sens de l'enfermement forcé, d'une économie étouffée.

Si on a un minimum de considération pour la vie humaine, on ne peut qu'être touché par cette barbarie qui est à l'oeuvre, par ce refus de considérer un minimum de droits aux gens de Gaza.

Cela nous mène à 2 affirmations :

- **Les manifestations pour dire notre inquiétude et notre soutien aux gens de Gaza n'ont pas à être interdites ou montrées du doigt comme cela est devenu la règle en France !**

Le gouvernement n'a pas à prendre ces mesures extrêmes, il n'y a rien de légitime dans de telles interdictions ! D'autant qu'elles ont été prises alors que des juifs et des arabes commençaient à manifester ensemble, côte à côte, dans certaines villes françaises !

- **Le blocus de Gaza doit cesser, aussi bien du côté Israélien qu'Egyptien !**

2) Israël et l'Egypte sont les responsables directs de ce blocus. L'ensemble de ce qui est appelé « *la communauté internationale* » laisse faire ou le favorise. Et là, il ne s'agit pas d'arabes, d'occidentaux, de musulmans ou de juifs, ou d'autre chose encore : **il s'agit d'un mépris et d'un abandon affiché de toute une population.** Il s'agit de montrer que tous les Etats aujourd'hui sont d'accord sur un point : **si on est le plus fort, on est en droit de traiter une population comme on l'entend.**

Cela est devenu une ligne de conduite étatique contemporaine : les gens, leurs vies, ne comptent pour rien, seuls comptent les puissants et ceux qui leur font

allégeance. Des populations entières peuvent être enfermées, maltraitées, tuées : **elles sont livrées à des décisions qui sont en dehors de tout principe de droit, de tout principe de respect et de protection des populations fragilisées.**

Cette rupture dans les politiques étatiques, nous la vivons depuis le 11 septembre 2001 et le choix fait par les USA, suivis par plusieurs autres états ensuite.

Ce choix, c'est celui de faire de la guerre un point constitutif des états modernes et puissants.

Qu'y a-t-il là de nouveau ? La guerre n'est plus faite pour trouver un chemin pour la paix (*ce qui était le sens des guerres au XIX^e et XX^e siècle : une fois un territoire pris, un accord trouvé etc... la paix pouvait se faire*). Nous sommes entrés dans des guerres qui ne sont jamais déclarées en tant que telles, qui se font non contre un Etat mais contre une organisation, un peuple, une « ethnie » ou un chef d'Etat. Elles ne sont pas menées pour trouver le chemin d'un accord de paix, mais pour instaurer une terreur permanente, une guerre sans fin avec possibilité (parce qu'on s'en donne le droit) de frapper où on veut et quand on veut si on en a la puissance, indépendamment des conséquences locales et géo-politiques.

Le dernier exemple en date est bien sûr la Libye : après avoir décidé de faire tomber le régime de Khadafi, l'Etat français a détruit l'état libyen, le pays est en guerre civile permanente, la population est livrée à des seigneurs de guerre qui chacun de leur côté veulent se tailler un « empire » ; les armes françaises et britanniques, ainsi que l'arsenal de Khadafi, sont aux mains de bandits aventuriers sans foi ni loi envers les populations, en Libye, mais aussi au Mali.

- **3^e affirmation possible : « *Terrorisme/anti-terrorisme* », « *religions* », « *ethnies* »... voilà autant de mots, et de propositions avec lesquels il faut prendre de la distance. Ce qui arrive aux gens et ce que les gens eux-mêmes tentent face à la guerre généralisée : voilà ce sur quoi nous pouvons nous appuyer.**

Ces mots ne servent qu'à justifier et masquer les guerres des Etats forts contre les plus faibles, guerres qui ne font qu'ouvrir à des guerres civiles terribles et interminables et à la destruction pour une longue période de régions ou de pays entiers.

Quelle place donnons-nous aux gens concernés là-dedans ? **Ce qui arrive aux gens et ce que les gens eux-mêmes tentent face à la guerre généralisée : voilà ce qui doit retenir notre attention et donner sens à ce que nous pouvons faire.**

La politique guerrière des Etats forts s'apparente à une pratique de « seigneurs de la guerre » : dévastations, pillages, « on se paie sur la bête » comme tout mercenaire qui se respecte, aucun principe ni respect par rapport aux populations civiles, au contraire, les armées font comme si elles n'existaient pas. **Les groupes qui déploient la guerre civile et les guerres des Etats forts sont les deux faces de la même pièce.**

- **4^e affirmation : se tenir à distance de l'hypocrisie des discours des Etats.** En effet, comment être surpris que ce comportement, cette politique se répande ? Comment peut-on jouer les indignés quand un Poutine s'arroge le droit d'entrer en Ukraine ? Il ne fait rien d'autre

que de poursuivre ce qui a été ouvert par les US en Afghanistan et en Irak, la France en Libye et en Afrique etc...

4) Bâtir une politique d'Etat sur la guerre, amène aussi à la penser et à la pratiquer sur son propre territoire, contre une partie de sa propre population : aux US, cela a donné le Patriot Act (*loi qui permet une surveillance, un contrôle, et une répression terrible dès que les autorités le décident*), la torture, l'enfermement à vie sans procès... autant de pratiques qu'Obama n'a pas remises en question. En Israël, c'est une société fasciste qui peu à peu se met en place : des gens manifestent contre des mariages entre juif et arabe, tout opposant juif à la guerre (et il y en a) est menacé durement etc...

En France, **c'est la recherche incessante d'un ennemi intérieur** que, au fil des gouvernements, l'état appelle à combattre : les sans-papiers, les musulmans « visibles », les Roms, les réfugiés, les habitants des quartiers populaires (tout cela en droite ligne du discours de Grenoble de Sarkozy en Juillet 2010).

- **5° affirmation : des prises de position, des pratiques, sont possibles et ont déjà lieu pour affirmer que le pays doit être pour tous ceux qui y vivent**, que chacun compte, quelque soit l'origine, la religion ou la non-religion, le lieu d'habitation, la condition sociale etc... La politique de guerre entre les gens, les tentatives d'exacerber les contradictions jusqu'à la guerre civile existent ici aussi. « Le pays pour tous » est une réponse et permet une politique de paix.

5°) Penser la question de la guerre et de la paix est aujourd'hui très complexe : on ne peut plus raisonner comme au XX° siècle, avec les classes, le colonialisme et l'anti-colonialisme, les peuples et l'indépendance etc...

Tout cela est clos et n'est plus d'aucune utilité pour aujourd'hui.

Ce qui est sûr aussi, c'est qu'on ne peut pas se contenter de pointer les atrocités des puissants et de plaindre les plus faibles.

C'est ce chantier, pour la pensée et pour l'action possibles, que nous ouvrons, en tant que tel : fin définitive des anciennes catégories qui nous aidaient à penser/agir, prise en compte de la nouveauté des Etats forts, ouvrir à quelques points où le centre est la vie des gens et leur capacité (et non la géo-politique, ou le soutien à des organisations). C'est de notre propre capacité à trouver les chemins nouveaux et les principes de cela dont il est question.

Ce texte ouvre à quelques propositions.

Nous proposons une rencontre sur ce thème.

RENCONTRE LE JEUDI 9 OCTOBRE, à 18h30

Rue du Lieutenant Colonel Pelissier, Métro Capitole, Toulouse
Espace DURANTI, salle au 3° étage

Dans le cadre des "**Rencontres pour penser l'Aujourd'hui**", proposées par "**CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS**".

Toulouse, le 28/08/2014

Site : ouvriersgensdici.net

Mail : ouvriersgensdici@free.fr

Tél : 06-13-06-94-62